

MARCHES PUBLIQUES DE SERVICES

N° 2024-DDT95-PPRNMT02

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES ET PARTICULIÈRES

Pouvoir adjudicateur

État – Ministère de la Transition écologique (MTE)
Direction départementale des territoires du Val-d'Oise (DDT95)

Objet du marché

Établissement du Plan de prévention des risques mouvements de terrain sur les communes de Vétheuil,
Haute-Isle et La Roche-Guyon

Appel d'offre ouvert passé en application de l'article L 2124 – 2 du Code de la Commande Publique

Table des matières

ARTICLE 1 – CONTEXTE DE L'ÉTUDE.....	3
ARTICLE 2 – OBJECTIFS DE LA PRESTATION.....	4
Article 2.1. Périmètre d'étude.....	5
Article 2.2. Durées du marché et de la prestation.....	5
ARTICLE 3 – MAÎTRISE D'OUVRAGE ET GOUVERNANCE.....	5
Article 3.1. Maîtrise d'ouvrage.....	5
Article 3.2. Gouvernance.....	6
ARTICLE 4 – DESCRIPTION DE LA PRESTATION.....	6
Article 4.1. Lancement de la prestation et phase 1 : étude de parangonnage.....	7
Article 4.2. Phase 2 : Élaboration du plan de prévention.....	8
4.2-1 Élaboration de la carte des enjeux.....	8
4.2-2 Élaborations du plan de zonage réglementaire.....	9
Article 4.3. Phase 3 : Constitution du dossier d'incidence Natura 2000 et du dossier d'évaluation environnementale.....	9
4.3.1. Production du dossier de l'évaluation environnementale.....	9
4.3.2. Production du dossier d'incidence Natura 2000.....	10
Article 4.4 – Phase 4 : Présentation du plan de prévention aux habitants des communes concernées par cette étude et la mise en place de réunions publiques sur ces trois communes.....	10
Article 4.5 – Phase 5 : Accompagnement au lancement de l'enquête publique.....	11
.....	12
Article 4.6. Compétences attendues au sein de l'équipe projet.....	12
ARTICLE 5 – DOCUMENTS DISPONIBLES.....	12
ARTICLE 6 – FORMAT DES DOCUMENTS A FOURNIR.....	12
Article 6.1 – Les données géographiques et les documents cartographiques pour l'ensemble des rendus (intermédiaires et finaux).....	12
Article 6.1.1. - Les données géographiques.....	12
Article 6.1.2. - Les données cartographiques.....	12
Article 6.2 – Les documents sous format papier.....	13
Article 6.3 – Les documents sous format numérique.....	13

ARTICLE 1 – CONTEXTE DE L'ÉTUDE

La Roche-Guyon, Haute-Isle et Vétheuil font partie des 26 communes de la communauté de communes du Vexin Val de Seine – CCVVS. Elles sont situées à environ 60 kilomètres au nord-ouest de Paris, dans un méandre de la Seine, sur la rive droite du fleuve. Ces trois communes du Val-d'Oise sont établies au pied d'une paroi crayeuse escarpée qui délimite le rebord du plateau du Vexin français.

Tableau 1: Caractéristiques des communes de la zone d'études

NOM DE LA COMMUNE	SUPERFICIE (EN KM2)	NOMBRE D'HABITANTS
VÉTHEUIL	4,3	885
LA ROCHE-GUYON	4,6	479
HAUTE-ISLE	2,6	290



Ces trois communes présentent des éperons et des boves avec un risque élevé de chutes de roches notamment. Des études des aléas de mouvements de terrain ont été menées par le Cerema.

Un plan de prévention des risques mouvements de terrain (PPRNMT) a été prescrit par arrêté le 23 décembre 2009 sur les communes de La Roche-Guyon, Haute-Isle et Vétheuil par le préfet du Val-d'Oise, lié aux risques d'instabilité de boves, falaises, du phénomène de retrait-gonflement des argiles.

Depuis lors, plusieurs éboulements de front rocheux ont eu lieu, dont un récent en 2022 à Haute-Isle, impactant la voirie départementale, à proximité de la mairie. En 2020, le Cerema a été mandaté pour la mise à jour des aléas. Les dernières conclusions du Cerema ont été livrées à la DDT en 2023. Le PPRNMT devra s'appuyer sur les études d'aléas déjà réalisées, qui seront mises à disposition du Titulaire.

Cette mise à jour, portant uniquement sur les éperons et les boves à aléa fort et très fort, a confirmé majoritairement les niveaux déterminés précédemment.

Les communes de La Roche-Guyon, Haute-Isle et Vétheuil constituent une zone remarquable par son patrimoine naturel, paysager et historique (habitations et monuments troglodytes). Cet espace, particulièrement exceptionnel, est le secteur qui cumule le plus de protection et de servitudes à l'échelle de l'Île-de-France pour la préservation de son patrimoine naturel et culturel.

La prise en compte de ces caractéristiques est indispensable dans l'aménagement du territoire et particulièrement dans la prévention des risques puisque ces mesures de protections impliquent l'obtention d'autorisations particulières. En effet, les trois communes sont couvertes sur tout ou partie du secteur des falaises par :

- la réserve naturelle des « coteaux de la Seine » (SUP), qui compte en particulier parmi les habitats naturels à plus forts enjeux de conservation :
 - les pelouses médio-européennes du *Xerobromion erecti* liées aux pentes de bases des pinacles,
 - les pelouses médio-européennes du *Seslerio caeruleae-Xerobromion erecti* liées aux pentes des pinacles,
 - les pelouses médio-européennes sur débris rocheux (*Alyssosedion*) liées aux zones de craie nue des pinacles
- le site Natura 2000 des « coteaux de Seine » qui compte parmi les habitats naturels d'intérêt européen :
 - les formations stables xérothermophiles à *Buxus sempervirens* des pentes rocheuses (Berberidion p.p.) (5110),
 - les pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'*Alyssosedion albi* (6110),
 - les éboulis médio-européens calcaires des étages collinéens à montagnards (8160), les pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique (8210),
 - les grottes non exploitées par le tourisme (8310)
- en outre, la présence d'espèces animales et végétales strictement protégées par la loi est avérée sur les dalles calcaires et pitons (Faucon pèlerin, Mélisse ciliée, etc.)
- le site classé des « falaises de la Roche-Guyon et de la forêt de Moisson » (SUP), dont le classement est notamment justifié par la présence des pinacles crayeux qui constituent les monuments naturels du site au sens de la loi de 1906
- les sites inscrits (SUP) des « boucles de la Seine de Moisson à Guernes » et « Propriété Les Troglodytes : terrasse du second étage, du colombier, grotte Adam, salle de l'observatoire, refuge et belvédère et église souterraine » ; Ce dernier site inscrit a été protégé dès le 1^{er} février 1934 afin de protéger ces habitats troglodytes aujourd'hui très menacés par les risques d'éboulement
- des monuments historiques (SUP), notamment l'église troglodytique de Haute-Isle et le château de la Roche-Guyon

Ces trois communes sont également incluses dans le parc naturel régional du Vexin français.

ARTICLE 2 – OBJECTIFS DE LA PRESTATION

Les mots « prestataire » et « titulaire » employés dans le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) désignent le titulaire du marché.

La prestation a pour objet l'élaboration du projet de Plan de Prévention des Risques Naturels mouvements de terrain (PPRNMT), tel que décrit dans l'article L. 562-1 du Code de l'environnement, sur les communes de La Roche-Guyon, Haute-Isle et Vétheuil.

Cette étude devra permettre une participation active des différents acteurs concernés afin qu'ils soient partie prenante dans l'élaboration du projet.

Un plan de prévention des risques naturels est composé de trois pièces conformément à l'article R. 562-3 du Code de l'environnement (Cf. « Plans de prévention des risques naturels (PPRN) : Guide général », 2016):

- une note de présentation ;
- des documents graphiques délimitant les zones mentionnées au 1^o et 2^o du II de l'article L. 562-1 du Code de l'environnement ;
- et un règlement précisant les mesures d'interdiction et les prescriptions applicables dans chacune de ces zones en vertu des 1^o et 2^o du II de l'article L. 562-1, ainsi que les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde mentionnées au 3^o du II de l'article L. 562-1 et les mesures mentionnées au 4^o de ce même II.

En conséquence, la prestation a pour objectifs :

- la recherche de retours d'expérience de PPRNMT équivalents (notamment prescriptions et protections économiquement viables convenues dans des PPRNMT équivalents)
- la réalisation du plan de prévention des risques de mouvements de terrain (PPRNMT) tel que décrit ci-dessus intégrant une cartographie des enjeux et du risque (zonage),
- l'appropriation du règlement, des cartes d'aléas, des enjeux et du risque par les acteurs locaux,
- la réalisation de l'évaluation environnementale,
- la réalisation de l'évaluation d'incidence Natura 2000,
- la préparation du dossier pour l'enquête publique.

La démarche doit respecter les préconisations des guides d'élaboration d'un plan de prévention des risques (2016)¹ et d'un plan de prévention des risques mouvement de terrain (1999)². Elle doit également tenir compte du guide pratique versants rocheux (2015)³.

Il existe également le guide MEZAP qui peut être couplé au guide versants rocheux ; et qui a été utilisé par le cerema sur le secteur. Pour les boves, le titulaire se référera au guide plan de prévention des risques naturels cavités souterraines abandonnées.

Le titulaire devra proposer dans son offre une stratégie d'application des guides PPR au territoire de la présente étude et s'appuyer sur les études d'aléas réalisées précédemment par le Cerema et l'IGC 78. Au regard du contexte particulier du site, les enjeux relatifs à la préservation du patrimoine naturel et culturel doivent faire l'objet d'une attention particulière et d'un travail approfondi afin de concilier de la manière la plus efficiente ces différentes politiques publiques.

L'évaluation d'incidence Natura 2000 comprendra l'ensemble des pièces mentionnées à l'article R414-23 du Code de l'environnement. Ce document pourra éventuellement être intégré au dossier d'évaluation environnementale mais l'ensemble des chapitres relatifs à l'évaluation d'incidence Natura 2000 devront alors être spécifiquement identifiés dans l'hypothèse de son éventuelle communication à la commission européenne.

Article 2.1. Périmètre d'étude

Le périmètre d'étude du PPRNMT doit intégrer l'ensemble des zones à risques « mouvements de terrain » des communes de Vétheuil, La Roche Guyon et Haute Isle.

Deux types d'aléas « mouvements de terrain » sont étudiés : l'aléa instabilité de falaise (chute de blocs, éboulements, glissements de terrain) et l'aléa instabilité de boves (chutes de ciel, développement de fontis, effondrements généralisés).

Article 2.2. Durées du marché et de la prestation

Le délai d'exécution ne doit pas dépasser le délai renseigné par chaque soumissionnaire dans l'acte d'engagement.

Le début de cette étude commence à la date de la notification du titulaire.

La prestation n'intègre pas l'organisation de l'enquête publique en elle-même. En revanche, elle intègre l'étude d'incidence Natura 2000 ainsi que l'évaluation environnementale.

ARTICLE 3 – MAÎTRISE D'OUVRAGE ET GOUVERNANCE

Article 3.1. Maîtrise d'ouvrage

¹ https://side.developpement-durable.gouv.fr/Default/doc/SYRACUSE/72230/plans-de-prevention-des-risques-naturels-previsibles-ppr-guide-general?_lg=fr-FR

² https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/guide_ppr_mvt_complet_0.pdf

Le prestataire peut toutefois être

rappelé consécutivement à l'enquête publique pour finaliser le PPRNMT avant approbation par le préfet., si des modifications s'avéraient nécessaires suite à l'enquête publique.

³ <https://www.ineris.fr/sites/ineris.fr/files/contribution/Documents/252--2015-guideversants-rocheux-1436256302.pdf>

La maîtrise d'ouvrage de cette étude est assurée par l'État, représenté par la direction départementale des territoires du Val-d'Oise (DDT), service de l'urbanisme et de l'aménagement durable (SUAD).

Le suivi du marché sera assuré par le pôle risques et nuisances :

Tél : 07 85 36 42 28 / 17 24

Mail générique : ddt-pprn@val-doise.gouv.fr

Article 3.2. Gouvernance

Cette étude est suivie par :

- un Comité technique (Cotech) constitué de la Direction Départementale des territoires, qui effectue le suivi de la bonne exécution des prestations et se réunit tous les 15 jours entre les diverses réunions programmées.

- un Comité de pilotage (Copil), composé de la Direction départementale des territoires du Val d'Oise (DDT 95), de la Direction Régionale interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) (service de prévention des risques (SPR) et service Nature et paysage de la DRIEAT) et du Cerema, qui valide les différentes phases de l'étude.

- un Comité de concertation (Cocert), constitué des membres du Copil ainsi que des élus des 3 communes, du Parc Naturel Régional (PNR), de la Réserve naturelle nationale des coteaux de Seine, de l'unité départementale des architectes (l'UDAP), d'Île-de-France Nature (ex-agence des espaces verts), de la communauté de communes du Vexin Val de Seine, le parc naturel régional du Vexin et du Conseil départemental. Il permet d'informer toutes les parties prenantes sur les aspects techniques de l'avancement de l'étude.

ARTICLE 4 – DESCRIPTION DE LA PRESTATION

Le présent marché se compose de 5 phases :

Phase 1 : Etude de parangonnage

Phase 2 : Élaboration du plan de prévention

Phase 3 : Constitution du dossier d'incidence Natura 2000 et étude de l'évaluation environnementale

Phase 4 : Présentation du plan de prévention aux habitants des communes concernées

Phase 5 : Accompagnement au lancement de l'enquête publique

Les phases 2 et 3 seront concomitantes afin que les enjeux soient correctement pris en compte.

La phase 4 comprend la partie concertation.

Pendant toute la durée du marché, des réunions avec les membres du Cotech seront organisées pour le suivi d'exécution de la phase en cours et les préparations des réunions avec les membres du Copil.

Elles auront lieu tous les quinze (15) jours pendant toutes les phases d'étude, par téléphone ou par visioconférence.

Dès le lancement du marché, un tableau de suivi calendaire de l'exécution des prestations est complété et mis à jour après chaque réunion, par le Titulaire (document en annexe du DCE). Il sera envoyé, ainsi qu'un relevé de décision, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés dès la tenue de la réunion concernée. Si un éventuel retard est prévisible alors une note explicative accompagnera la mise à jour du tableau de suivi.

Chaque phase d'étude fait l'objet de la transmission d'un ou plusieurs livrables qui seront transmis **cinq (5) jours ouvrés** avant les Copil pour valider leur contenu et permettre leur présentation à la réunion suivante.

Les documents à rendre (détaillés dans le descriptif de chaque phase et ceux ci-dessous), sont validés en réunion avec les membres du Copil, après la prise en compte des observations formulées et des éventuelles modifications demandées par les membres du Cotech.

Si des modifications ou des corrections sont demandées, les documents seront corrigés et transmis dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter du lendemain de la date de réunion.

A chaque réunion de restitution et de présentation des résultats des phases concernées, une invitation individuelle est envoyée, aux membres du Cocert, dans un délai **de trente (30) jours calendaires** avant la date de réunion validée.

Pour la réunion de lancement, les convocations seront à envoyer le lendemain de la réunion de présentation, **le délai est donc ramené à quatorze (14) jours.**

Un listing des messageries est communiqué au prestataire, lors de la réunion de présentation au début du marché.

Si le prestataire a recours à un groupement d'entreprises, celles-ci devront obligatoirement être présentes :

- aux réunions de lancement du marché,
- aux réunions avec les membres du Cocert, Copil et Cotech,
- à la réunion de préparation et de coordination de la phase 4,
- à la réunion de présentation des comptes rendus d'réunions publiques de la phase 4.

Tous les délais indiqués sont contractuels et leur non-respect entraîne l'application de pénalités comme le prévoit le Cahier des clauses administratives.

Article 4.1. Lancement de la prestation et phase 1 : étude de parangonnage

Le lancement de la prestation se fait en deux réunions, l'une de présentation et l'autre de lancement selon les modalités décrites ci-dessous.

Article 4.1.1. Réunion de présentation

Une réunion de présentation est organisée avec les membres du Cotech élargi à la Direction de la DDT, **le jeudi 12 juin 2025 à 10h00.**

Cette réunion reprend tous les points qui seront présentés lors de la réunion de lancement.

Lors de la première réunion avec les membres du Cotech, il sera présenté la démarche de concertation mise en place par le prestataire en prévision de l'enquête publique..

Le tableau de suivi calendaire des prestations est présenté.

Il est précisé et explicité les critères de choix retenus par le prestataire pour la sélection des PPRNMT dans le cadre de l'étude de parangonnage.

L'envoi des convocations pour la réunion de lancement est à la charge du titulaire dans les conditions indiquées ci-dessus, le listing des personnes à inviter sera transmis lors de cette réunion.

Article 4.1.2. Réunion de lancement

Sont présentés par le Titulaire lors de la réunion de lancement :

- la méthodologie mise en place pour chaque phase et, en particulier, la méthodologie de concertation pour appropriation du PPRNMT par le public.
- le calendrier d'intervention avec les points d'étape clés (Copil, Cocert dates des réunions à programmer avec les élus ainsi que celles des réunions publiques, etc).
- l'équipe dédiée à cette étude ainsi que leurs compétences et expériences.
- les PPRNMT retenus et étudiés dans le cadre du parangonnage.
- La démarche de concertation proposée
- la proposition du texte de communication et sa mise en forme pour le lancement de l'étude à destination du public des trois communes concernées à publier sur les sites internet de chaque commune.
Des dates seront proposées aux maires des trois communes et aux membres du Cotech afin de programmer les entretiens par visioconférences prévues lors de la phase 2.
- présentation du contenu des entretiens avec les Maires (ou les référents du service environnement de chaque commune).

À l'issue de cette réunion de lancement, le prestataire organise la diffusion du texte de communication avec les services des communes concernées, rédige et envoie un compte-rendu aux différents membres du Cocert dans un délai de **cinq (5) jours** dès le lendemain de la tenue de celle-ci.

4.1.3. Phase 1 Parangonnage

La prestation de parangonnage débute dès la notification du marché.

Il s'agit de comparer les prescriptions et les réglementations figurant dans ces documents (sous contraintes environnementales) et de produire un rapport de synthèse sur les bonnes et mauvaises pratiques (écueils à éviter) sur au moins quatre autres PPRNMT équivalents en termes d'aléas et de contraintes environnementales.

Dans le cadre de cette phase d'étude et lors du dernier Cotech de suivi de celle-ci, les livrables attendus sont :

- un rapport de synthèse de l'étude de parangonnage avec un recueil des bonnes pratiques contenant les recommandations pour le présent PPRNMT, ainsi que des éléments de réglementation.
- la présentation d'un diaporama qui reprend les éléments du rapport de synthèse et qui sera à diffuser aux membres du Cocert et adapté à une diffusion publique sur le site de chaque commune.

Une version papier du document sera remise au COPIL suite à sa validation.

Une version pdf et une version odt seront transmises en amont du COPIL aux membres.

Réunion de validation des documents avec les membres du Copil :

Ces deux livrables seront présentés lors de cette réunion qui les valide et clôture cette phase d'étude n°1 et enclenche le début de la phase 2.

Les documents transmis seront validés et si nécessaire corrigés et transmis dans les délais prévus.

Article 4.2. Phase 2 : Élaboration du plan de prévention

Le plan de prévention des risques de mouvements de terrain est élaboré conformément au Code de l'environnement et aux prescriptions figurant dans les guides susmentionnés.

Il doit également respecter la mise en page des PPRNMT du Val-d'Oise et s'appuyer sur les études d'aléas fournies.

4.2-1 Élaboration de la carte des enjeux

Réunion de démarrage avec les membres du Copil :

Lors de cette réunion, le prestataire détaille sa démarche d'identification des enjeux qu'il a jugée la plus adaptée au contexte local et argumente ses choix avec la prise en compte des éléments décrits ci-dessous.

Il présentera le questionnaire sur lequel il basera son enquête de terrain auprès des administrés.

Cette démarche doit permettre l'adhésion de l'ensemble des acteurs du projet.

D'une part, elle comporte :

- a minima, un entretien individuel avec chaque commune, soit trois réunions auxquelles participeront les membres du Cotech.
- une enquête de terrain afin de vérifier que les enjeux identifiés du territoire sont conformes à la réalité. Cette enquête de terrain comporte obligatoirement des visites auprès des administrés. Il est attendu d'interroger 20 administrés par commune soit 60 personnes au total, ceci afin de requérir leur expérience pratique quotidienne car ils sont au plus près de ces enjeux.

Lors des échanges avec les mairies, le questionnaire de l'enquête de terrain auprès des administrés sera présenté.

La synthèse de ces visites et des entretiens avec les communes est incluse dans un rapport qui sera présenté au cotech.

La cartographie des enjeux (sous format papier, pdf et SIG/covadis (cf article 6)) et un diaporama qui inclut les plans de zonage et les explications du règlement, sont présentés aux membres du Copil lors de la réunion de préparation des résultats de la fin d'étude et sont à inclure dans la présentation finalisée de cette phase d'étude.

4.2-2 Élaborations du plan de zonage réglementaire

L'élaboration du plan de zonage réglementaire est fondée sur le croisement entre la carte des aléas qui indique la nature et l'intensité des phénomènes de mouvement de terrain et la carte des enjeux qui prend notamment en compte l'occupation actuelle des parcelles de la commune au vu notamment du PLU.

L'objet de cette confrontation entre aléas et occupation du sol (urbanisme et infrastructures) permet de dégager un zonage précis. Le prestataire s'attache à fournir une carte prête à l'emploi et compréhensible.

Un plan de zonage réglementaire est à établir en format papier et à inclure dans le diaporama de présentation et d'explication de cette phase d'étude.

4.2-3 Rédactions d'un règlement PPR

Des prescriptions d'ordre technique sont effectuées par le bureau d'études afin de réglementer l'occupation des sols ainsi que des recommandations, y compris en matière de pratiques d'entretien des espaces naturels associés.

Les propositions en matière de prescriptions et de recommandations sont validées par les membres du Copil en réunion de préparation du Cocert.

Suite à l'enquête de terrain et aux entretiens avec les maires, le titulaire apportera des modifications si nécessaire à la carte de zonage et au règlement et transmet les documents dans les délais impartis.

Un rapport de présentation du PPRNMT sera rédigé par le prestataire.

Il respectera les préconisations des guides précédemment cités et sera intégré à la présentation du projet de PPRNMT contenant la cartographie des enjeux, le zonage réglementaire et l'explication du règlement.

Le règlement sera rédigé par le prestataire et présenté avec sa note (papier et numérique ajouté au diaporama)

Réunion de préparation du Cocert avec les membres du Copil

Le prestataire présente tous les documents finalisés de cette phase d'étude n°2 qui auront fait l'objet d'une validation préalable du Cotech :

- présentation du diaporama et validation de la carte de zonage de risque, d'enjeux et des aléas et une version diffusable sur les sites internet des communes sera réalisée,
- présentation et validation du règlement PPR. Les versions papier des documents seront remises aux membres des Copil et Cotech suite à sa validation,
- présentation du diaporama incluant des photos de terrain afin de faire une présentation didactique et illustrée du PPRNMT. Il regroupera la présentation de la carte des aléas, enjeux, du plan de zonage et le règlement PPR .

Une version pdf et une version odt seront transmises en amont, aux membres des Copil et Cotech.

L'envoi des convocations pour la réunion de présentation des résultats aux membres du Cocert, est à la charge du titulaire.

Réunion de présentation des résultats de cette phase d'étude aux membres des Cocert et Copil.

Le prestataire présente tous les documents finalisés de cette phase d'étude n°2, conformément aux validations de la réunion de préparation.

Ceux-ci ont été validés ou modifiés dans les conditions prévues à l'article 4.

Article 4.3. Phase 3 : Constitution du dossier d'incidence Natura 2000 et du dossier d'évaluation environnementale

4.3.1. Production du dossier de l'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale comporte l'établissement d'un rapport dont le contenu est défini à l'article L. 122-6 du Code de l'environnement et détaillé à l'article R. 122-20 du même code. Une version pdf et une version odt seront transmises en amont du COPIL à ses membres, dans les délais indiqués à l'article 4.

Le rapport et le projet de dossier d'évaluation environnementale seront présentés par un diaporama.
Les versions papier du document validé seront transmises au COPIL.

4.3.2. Production du dossier d'incidence Natura 2000

Ce dossier est réalisé en actualisant l'étude nommée « Evaluation environnementale stratégique du projet de plan de prévention des risques de mouvements de terrain de la boucle de Moisson » réalisée par Écothème en février 2011.

Réunion de validation des documents en Copil.

Une version pdf et une version odt seront transmises en amont du COPIL aux membres, dans les délais indiqués à l'article 4.

Le projet de dossier d'incidence Natura 2000 sera présenté par un diaporama.

Les versions papier du document seront remises au COPIL suite à sa validation.

L'ensemble des documents nécessaires à la consultation des collectivités dans le cadre de la concertation seront transmis dans un dossier . pdf et .odt ainsi qu'en format papier en nombre suffisant.

Article 4.4 – Phase 4 : Présentation du plan de prévention aux habitants des communes concernées par cette étude et la mise en place de réunions publiques sur ces trois communes.

La rédaction d'un PPRNMT nécessite une concertation avec les élus et une communication importante avec les acteurs locaux. Conformément à l'arrêté de prescription du PPRMT Boucles de Moisson, la concertation prendra la forme de 3 réunions publiques organisées dans les communes.

Afin de présenter le plan de prévention, d'en informer les personnes concernées et de permettre la compréhension et l'adhésion de tous au projet, il est attendu d'organiser des réunions publiques avec la participation des habitants et des usagers (commerces, activités économiques du territoire ...) et d'assurer la diffusion des documents d'élaboration du PPR sur les sites internet des communes.

Il est prévu 3 réunions publiques (1 par commune) qui s'inscrivent dans une permanence du titulaire d'une demi-journée sur chaque commune.

Le titulaire doit organiser les réunions publiques, informer la population des dates retenues par l'intermédiaire des sites internet des 3 communes concernées, préparer les supports pédagogiques à présenter, rédiger et transmettre les comptes-rendus.

Il devra préparer, présenter, transmettre les invitations dans ce cadre et fournir les documents et présentations permettant d'appréhender les implications du PPRNMT.

Le titulaire comptabilisera le nombre de personnes présentes lors des réunions publiques et retracera par écrit les échanges avec les habitants, questions posées et réponses apportées.

Une réunion de préparation et de coordination

Une réunion de préparation et de coordination avec le Cotech et les services communaux concernés et/ou en charge de préparer la tenue des réunions publiques est organisée avec le prestataire.

Cette coordination permettra de :

- convenir des dates et lieux retenus par les communes pour la tenue des réunions publiques
- organiser les aspects logistiques en amont des réunions publiques, convenir du « qui fait quoi et comment »

- présentation des plaquettes explicatives à distribuer lors des réunions publiques ou autres qui seront élaborées et imprimées par le prestataire (au nombre de trois cents (300) exemplaires et des affiches à poser chez les commerçants et les services municipaux au nombre de soixante (60) exemplaires ou autres supports (à présenter dans le cadre de mémoire technique)
- présenter le déroulement des réunions publiques

Le titulaire sera force de proposition au niveau de la communication et du mode de diffusion de l'information.

Lors de cette réunion, le Cotech se réserve la possibilité d'organiser une réunion supplémentaire. Les prix de ces réunions supplémentaires seront renseignés dans la décomposition globale et forfaitaire des prix (DGFP) et ne feront pas partie du prix forfaitaire de cette prestation de communication.

Réunions publiques avec les habitants

Les principes retenus pour mener ces réunions publiques et les animer sont :

- une présentation (diaporama) du PPRNMT validée par les membres du Cotech et projetée lors de ces réunions publiques.
- Présentation interactive, attractive et didactique permettant aux habitants de poser des questions et des remarques. Il faut qu'ils se sentent écoutés et voient le PPRNMT comme une protection et non comme une contrainte.

Réunion de validation du compte-rendu des réunions publiques avec les membres du Copil :

Lors de cette réunion, sera présenté le bilan de la concertation rédigé par le titulaire et comprenant la synthèse des interactions lors des trois réunions publiques ainsi que toutes les démarches effectuées pour communiquer sur le projet de PPRNMT auprès des habitants et des personnes publiques associées. Il sera réalisé 15 jours calendaires maximum après la tenue de la dernière réunion publique et sera soumis à la validation des membres du Copil.

Si de nouveaux éléments sont apportés lors des réunions publiques et viennent modifier, compléter ou alimenter le PPRNMT, ils y seront intégrés puis le document sera présenté et validé avec le compte-rendu des réunions publiques en Copil.

Ces comptes-rendus seront envoyés aux membres du Cocert.

Article 4.5 – Phase 5 : Accompagnement au lancement de l'enquête publique

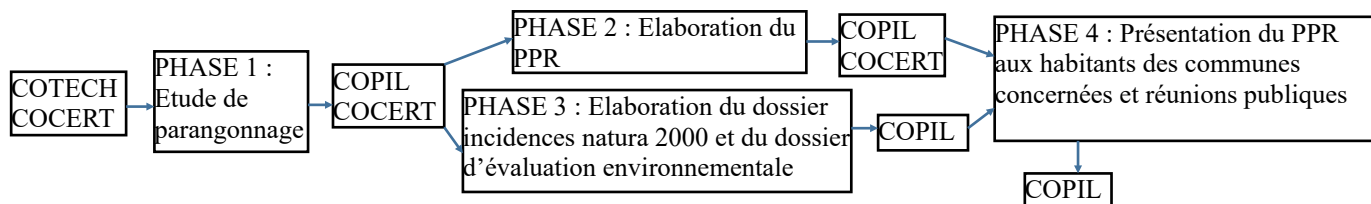
Le titulaire assiste la Direction départementale des territoires dans le cadre de la procédure d'enquête publique.

Dans le cadre d'un PPRNMT, la mise à l'enquête publique nécessite que le projet de PPRNMT soit, au préalable, soumis aux consultations des collectivités et des services.

La DDT effectuera la consultation de chaque collectivité et services sur la base des dossiers papier et .pdf fournis par le Titulaire. Des modifications du dossier seront effectuées par le Titulaire sur demande de la DDT, en fonction des avis recueillis par les personnes et organismes associés pour tenir compte des résultats de la concertation.

Réunion de validation des documents avec les membres des Copil et Cotech :

Lors de cette réunion, sera présenté le dossier d'enquête publique finalisé avec les avis de la consultation recueillis par le Titulaire ainsi que l'avis de l'autorité environnementale (en formats odt, pdf et papier) et le cas échéant un mémoire en réponse.



Article 4.6. Compétences attendues au sein de l'équipe projet

Pour mener à bien ce marché, le Titulaire pourrait s'adjoindre les compétences suivantes :

- aménagement, urbanisme et environnement (prescription et recommandation à intégrer aux documents d'urbanisme)
 - paysage (analyse et évaluation des prescriptions au regard des enjeux paysagers, préconisation des solutions de moindre impact paysager)
 - écologie (analyse et évaluation des prescriptions sur la faune, la flore et les habitats naturels, , préconisation des solutions de moindre impact écologique)
- vulnérabilité du bâti au risque mouvements de terrain (détermination des zones de vulnérabilité)
- juridique (vérification de la sécurité juridique des recommandations, préconisations ou prescriptions)
- communication et concertation (vulgarisation de l'étude, élaboration de supports de concertation, échanges avec les habitants et animation)
- géomatique, cartographie et SIG (traitement de la donnée SIG, cartes de vulnérabilité, bases de données, standards COVADIS)
- élaboration de documents sur les risques tels PPRN et PAPRICA (procédure d'élaboration).

ARTICLE 5 – DOCUMENTS DISPONIBLES

Les documents suivants sont annexés aux pièces du présent marché pour une prise en compte et une appropriation dès la réponse à l'appel d'offres :

- Etudes sur les aléas fronts rocheux du Cerema LROP : *étude de 2006 mise à jour en 2021-2023* et les cartes au 1/2000 et 1/5000 fournies aux 3 communes
- Etudes complémentaires concernant les parades contre les instabilités de boves et de falaises réalisées par le CETE IF : 2009-2012
- Etudes ÉCOTHÈME sur les risques environnementaux des différentes propositions de solutions de protection : 2010-2011
- Guides PPRN 2016 et PPRN mouvements de terrain de 1999

Exemples de formalisme PPRNMT faisant référence dans le Val-d'Oise PPRNMT de Épiais-Rhus et Herblay-sur-Seine

ARTICLE 6 – FORMAT DES DOCUMENTS A FOURNIR

Article 6.1 – Les données géographiques et les documents cartographiques pour l'ensemble des rendus (intermédiaires et finaux)

Article 6.1.1. - Les données géographiques

Les données géographiques seront remises sous un format SHP, et en conformité avec les prescriptions du standard COVADIS disponible sur <https://www.geoinformations.developpement-durable.gouv.fr/geostandard-plan-de-prevention-des-risques-ppr-v1-a2140.html>.

Article 6.1.2. - Les données cartographiques

Des documents cartographiques compileront les données géographiques ; ils seront réalisés au 1/2000 ou au 1/5000 sur fond cadastral téléchargeable sur <https://cadastre.data.gouv.fr/datasets/plan-cadastral-informatise>.

Les données cartographiques doivent permettre le versement dans le géoportail sans intervention supplémentaire.

Article 6.2 – Les documents sous format papier

Chaque phase fera l'objet d'un rendu papier qui sera remis à chaque membre du Copil.

A l'issue de la phase 2, un exemplaire du dossier projet de PPRMT sera rendu au maître d'ouvrage et un exemplaire par commune concernée. Il comprendra :

- le rapport écrit final de chaque phase accompagné des illustrations (tableaux, schémas, photographies, cartes...) et des annexes,
- les documents cartographiques visés aux articles 5 et 6.

Article 6.3 – Les documents sous format numérique

A la fin de chaque phase, il sera remis un rendu dématérialisé au maître d'ouvrage comprenant les données et les fichiers produits (notamment les données SIG). Les rapports seront rendus au format PDF et LibreOffice.

L'ensemble des documents devra être fourni dans un format modifiable.

ANNEXES

HISTORIQUE DES ÉTUDES

